

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINES

Michèle Bonnechère : Licenciements économiques : la procédure, garantie fondamentale des droits des salariés (à propos des arrêts *Alcatel Cable France* de la Cour d'appel de Versailles et d'un projet de loi).

Vincent Bonnin : Du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité au contrat d'avenir : des contrats de travail "pas comme les autres" ?...

Anicet Le Pors : Service minimum : du bon usage du droit.

DOCUMENT

A propos du service minimum dans les transports (annexe 1 au rapport *Mandelkern*).

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

L'activation du Bureau de conciliation (R 516-18 C. Tr.).

Conseil de prud'hommes de Paris (Bureau de conciliation) 15 juin 2004 (p. 521).

Réintégration d'un ingénieur sécurité licencié pour avoir exercé normalement sa fonction.

Cour d'appel de Paris (18^e ch. C) 25 mars 2004 - Note Michel Miné (p. 530).

Article L. 241-10-1 du Code du travail : cent fois sur le métier...

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2004 - Note Michèle Bonnechère (p. 534).

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Doctrine :

Licenciements économiques : la procédure, garantie fondamentale des droits des salariés (à propos des arrêts Alcatel Cable France de la Cour d'appel de Versailles et d'un projet de loi), par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry, Val d'Essonne 493

Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture – Multiples licenciements pour motif personnel – Vacuité des motifs – Absence de remplacement des salariés licenciés – Requalification du motif – Licenciements pour motif économique – Absence d'établissement d'un plan de sauvegarde de l'emploi – Fraude – Nullité des ruptures opérées malgré signature systématique de transaction – Réintégration des salariés.

COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^e Ch.) 9 novembre 2004 497

Du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité au contrat d'avenir : des contrats de travail "pas comme les autres" ?... par **Vincent Bonnin**, Maître de conférences à l'Université de Poitiers 501

Service minimum : du bon usage du droit, par **Anicet Le Pors**, Conseiller d'État 514

Document :

A propos du service minimum dans les transports (annexe au rapport Mandelkern) 515

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES – Reconnaissance implicite par la Caisse du caractère professionnel – Décision opposable à l'employeur – Demande de communication du dossier par celui-ci postérieurement à cette décision – Absence d'obligation pour la Caisse qui, par ailleurs, n'a procédé à aucune mesure d'instruction – En cas de contestation, appréciation souveraine par le juge du fond du caractère professionnel.

COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 16 décembre 2003 519

COMITES D'ENTREPRISE – Rédaction des procès-verbaux – Employeur ne participant pas à cette rédaction – Cour d'appel ne pouvant en cas de carence de secrétaire, juger qu'un huissier de justice pouvait en être chargé par l'employeur.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2003 520

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Pouvoirs juridictionnels du Bureau de conciliation – Ordonnance enjoignant à l'employeur de mettre en l'état un logement de fonction.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (sect. act. div. - Conciliation) 15 juin 2004 521

CONTRAT DE TRAVAIL – Changement d'employeur – Présentation d'un nouveau contrat – Acceptation sans délai – Faits constituant un manquement à l'exécution de bonne foi du contrat de travail.

COUR D'APPEL D'ANGERS (Ch. Soc.) 5 décembre 2003 521

Note Claudie Ménard, Union départementale du Maine-et-Loire 523

CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur proposant un avenant au contrat supprimant le treizième mois – 1) Avenant ne pouvant être moins favorable que les dispositions d'un accord collectif toujours en vigueur – 2) Mention "sous réserve de mes droits collectifs" manifestant l'absence d'une volonté claire et non équivoque d'acceptation.

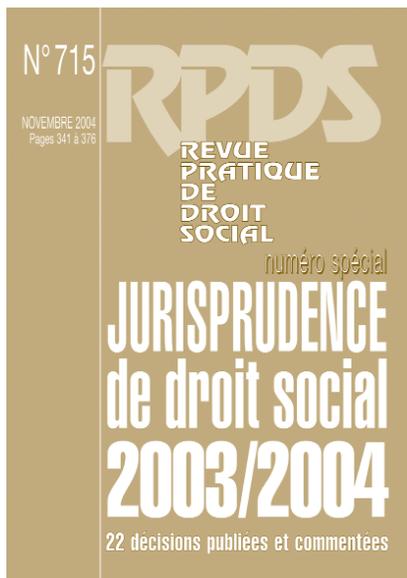
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 février 2003 523

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Retard de carrière – Absence de critère autre que l'absentéisme lié à la maladie – Discrimination – Réparation du préjudice.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 19 janvier 2004 524

CONTRAT DE TRAVAIL – Personnel ambulancier – Défaut de réponse à un appel téléphonique sur un portable personnel, en dehors des heures de travail – Absence de faute grave pouvant justifier un licenciement disciplinaire. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 février 2004	526
DURÉE DU TRAVAIL – Horaires d'équivalence – Renonciation conventionnelle antérieure aux lois Aubry – Obligation de respecter le passage aux 35 heures – Paiement de la trente-sixième à la trente-neuvième heure – Majoration due. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 mai 2004	526
GRÈVE – Modalités – Obstacles à la libre circulation du matériel ou des marchandises – Pouvoirs du juge des référés – Absence d'entrave à la liberté du travail – Absence de désorganisation de l'entreprise – Intervention judiciaire (non). COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 mars 2004	527
HARCÈLEMENT SEXUEL – Délit constitué – Préjudice à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité du syndicat partie civile. COUR D'APPEL DE NANCY (4e Ch. Corr.) 29 avril 2004	528
HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Santé-sécurité – Liberté d'expression – Attribution professionnelle – Ingénieur sécurité – Droit de participer aux réunions du CHSCT – Droit de s'exprimer – Licenciement – Nullité – Poursuite du contrat de travail. COUR D'APPEL DE PARIS (18e Ch. C) 25 mars 2004	530
Note Michel Miné	532
MÉDECINE DU TRAVAIL – Inaptitude médicale – Confirmation par l'inspecteur du travail – Annulation par le juge administratif – Absence de droit à réintégration – Licenciement privé de cause. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 avril 2004	534
Note Michèle Bonnechère	534
TRIBUNAUX – Jurisdiction administrative – Le principe d'impartialité ne fait pas obstacle à la participation du juge des référés ayant statué sur une demande de suspension d'une décision administrative à la formation de jugement se prononçant sur la requête en qualité du juge du principal. CONSEIL D'ETAT (3e ss.sect.) 12 mai 2004	537
Note Pascal Moussy	537

RPDS 715 - Novembre 2004



Numéro spécial :

Jurisprudence de droit social 2003-2004

Vingt-deux décisions significatives de droit du travail
publiées intégralement et commentées

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS,
ce numéro peut être commandé à NSA

La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.

Prix du numéro : 5,49 € (+ forfait de 2,59 € par envoi).

Abonnement : 56,41 € par an